



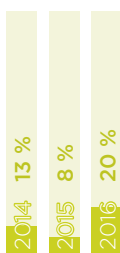
Date d'adhésion : mars 2011
Population : 6,97 millions

Togo



Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

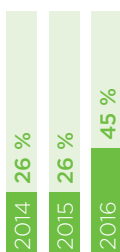
Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



Le décret de la mise en place de la plateforme multisectorielle pour la nutrition est actuellement en circuit pour être finalisé et approuvé. Certains

membres ont été officiellement nommés par leur structure pour participer aux activités de la plateforme multisectorielle.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Un plaidoyer a été entamé, en collaboration avec UNICEF, l'Organisation mondiale de la Santé, l'agence allemande de coopération internationale (GIZ, d'après ses sigles en allemande) et d'autres

partenaires, en faveur de l'évaluation et la révision du Plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition 2012-2015, tout en prenant mieux en compte la multisectorialité et une meilleure budgétisation.

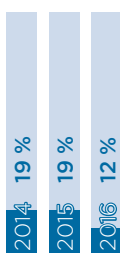
Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



Des rapports sectoriels existent mais ils ne sont pas faits de façon intégrée : chaque secteur produit un rapport sur ses activités de nutrition mais aucune

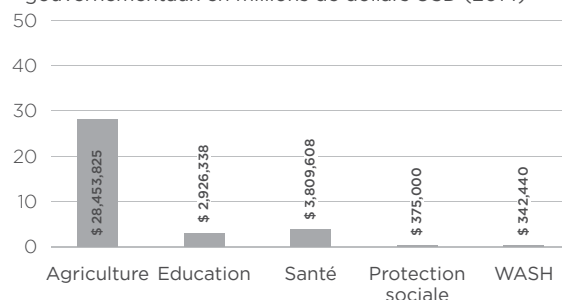
synthèse collective n'est réalisée. Cela est dû au fait que le cadre commun de résultats n'est pas encore défini.

Suivre les financements et mobiliser les ressources



Un exercice de cartographie des interventions nutritionnelles est prévu en 2017 afin d'évaluer les besoins de financement supplémentaire. Le Togo a besoin d'assistance technique et financière pour l'élaboration d'un nouveau plan d'action multisectoriel chiffré de la nutrition, et d'un cadre commun des résultats.

Allocations pour la nutrition dans différents secteurs gouvernementaux en millions de dollars USD (2014)



PRIORITÉS 2016 - 17

- Poursuivre le plaidoyer pour la signature du décret de la mise en place de la plateforme multisectorielle pour la nutrition.
- Evaluer le Plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition 2012-2015.
- Elaborer une nouvelle politique et un nouveau plan d'action multisectoriel chiffré de la nutrition.
- Elaborer un cadre commun de suivi des résultats